Ebisu

Études japonaises

53 | 2016

1914-1918, une guerre mondiale ? La perspective japonaise

Le Japon pendant la Première Guerre mondiale : fonctionnement de l'État et politique extérieure

第一次世界大戦における日本—国家のはたらきと対外政策

Japan during World War I: Workings of the State and Foreign Policy

Michel Vié

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ebisu/1839>

DOI : 10.4000/ebisu.1839

ISSN : 2189-1893

Éditeur

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2016

Pagination : 53-76

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Michel Vié, « Le Japon pendant la Première Guerre mondiale : fonctionnement de l'État et politique extérieure », *Ebisu* [En ligne], 53 | 2016, mis en ligne le 10 décembre 2016, consulté le 08 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1839> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.1839>

Le Japon pendant la Première Guerre mondiale

Fonctionnement de l'État et politique extérieure

Michel Vié

第一次世界大戦における日本
国家のはたらきと対外政策

ミシェル・ヴィエ

Japan during World War I:
Workings of the State and Foreign Policy

Michel Vié

✎ **Mots-clés** : Chine, Russie, Traité de Versailles, Yamagata Aritomo, Hara Takashi (Kei).

L'auteur : Professeur émérite à l'Institut national des langues et civilisations orientales, Michel Vié est spécialiste de l'histoire politique, diplomatique et militaire du Japon contemporain. Il a formé plusieurs générations de japonologues français et est l'auteur de nombreux ouvrages de référence.

Résumé : Novatrice par sa démesure, la Première Guerre mondiale le fut aussi par ses appels occidentaux au « sens de l'His-

toire » qui recherchent dans la guerre la clé d'un monde apaisé. Mais pour l'Asie susceptible de pluralisme religieux, le « sens de l'Histoire » peut-il être autre qu'une décolonisation associant modernisation et enracinement pré-moderne ? En 1914, seul le Japon y est parvenu. Il le doit à ses victoires, à son immunité face aux influences extérieures, ainsi qu'à son éloignement. Le Japon est une « Extrême-Asie » ; d'où sa vision de la Chine : forte, elle affaiblirait la protection dont le Japon bénéficie par la distance, faible, elle attirerait les Occidentaux. La guerre fut pour le Japon moins une occasion d'agir qu'une période de questionnement.

▼ キーワード

中国、ロシア、ヴェルサイユ条約、山縣有朋、原敬

著者

フランス国立東洋言語文化大学 (INALCO) 名誉教授。現代日本の政治、外交、軍事史の専門家である。フランスにおける日本研究者たちを育成し、数々の著書は参照すべきものとなっている。

要旨

第一次世界大戦が喚起した「歴史の方向性」とは、アジア諸国にとり、反植民地化以外にはありえなかった。1914年に日本は、対外国の特権（「日本化」または拒否）と地理的条件（極東）により、これを実現していた。中国は、強ければ至近距離の脅威、弱ければ西欧列国の植民地となる。日本にとり戦争は行動の好機というよりも自問の時であった。

▼ **Keywords:** China, Russia, Treaty of Versailles, Yamagata Aritomo, Hara Takashi (Kei).

The Author: Professor Emeritus at the National Institute for Oriental Languages and Civilizations in Paris, Michel Vié specialises in the political, diplomatic and military history of contemporary Japan. He has taught several generations of French specialists of Japan and written countless reference works.

Abstract: Unprecedented in its scope, the First World War was also unique in the Western efforts it triggered to find the

“meaning or direction of history”, a desire to see war as the secret to a peaceful world. But for Asia, how could this “direction of history” mean anything other than decolonization combining modernization and pre-modern roots? In 1914, this was achieved only by Japan, something made possible by its military victories but also by its immunity to external influences and its remoteness. Japan was a “Far Asia”, hence its view of China: a strong China would weaken the protection afforded by Japan’s distant location; weak, it would attract Westerners. For Japan, the war was less an opportunity to act than it was a period of self-interrogation.

Le Japon pendant la Première Guerre mondiale

Fonctionnement de l'État et politique extérieure

Michel VIÉ*

Appelée en son temps « Grande Guerre » ou encore familièrement, parce qu'on la croyait unique, « la der des der », la Première Guerre mondiale rendit en réalité impossible, là où elle s'était déroulée, le retour d'une paix durable après 1918. Consécutive à la destruction des Empires ottoman et austro-hongrois, ainsi qu'au recul sur ses marges de l'Empire russe, cette situation s'est maintenue dans les Balkans, la mer Noire, le Moyen-Orient, jusqu'à nos jours (Soutou 2015 : 356).

Tout au contraire, l'Extrême-Orient – plus largement l'Asie des Moussons – ne fut touché qu'indirectement par le conflit mondial. Malgré des bouleversements prolongés, la Chine, après la révolution de 1911, et la Russie, depuis 1917, ne cessèrent d'être de très grands États et purent, quelles qu'aient été leurs options idéologiques successives, reconstituer, plus tard, leur puissance militaire. L'Inde, sortie de son statut colonial depuis 1947, fut également en mesure d'accéder à ce statut international. Le Japon, quant à lui, avait commencé à faire partie du concert des puissances dès la fin du XIX^e siècle. Protégée des modes de fonctionnement et des valeurs qui dominaient l'Europe, l'Asie (sauf dans sa partie occidentale) apparaît comme une juxtaposition d'empires au sens non colonial du terme. Si le voisinage entre grands États engendre des tensions sécuritaires, les effets en sont mieux maîtrisés que dans de plus petits États-nations,

* Professeur émérite, INALCO.

doublement déficitaires en sécurité des frontières et en stabilité interne. Les Balkans avant 1914, l'Europe centrale après le traité de Versailles ou le Moyen-Orient et le Sud méditerranéen après la décolonisation, sont de bons exemples de cette fragilité (Clark 2013).

C'est en prenant pour toile de fond la problématique de cette tension géopolitique que le présent article se propose d'examiner trois cas d'« incur-sion » du Japon sur le terrain de la Première Guerre mondiale : son entrée dans cette guerre en août 1914 ; ses interventions en Chine de 1915 à 1917 ; ses réactions aux fractures survenues en 1917 et 1918 en Asie du Nord-Est.

I. Le fonctionnement étatique du Japon entre 1912 et 1919

Nous entendons ici par « Japon », non la question de l'opinion publique façonnée par les médias (identité nationale, etc.), mais celle d'un fonctionnement étatique. Celui-ci comprend une morale fondatrice de l'État d'une part, un mécanisme de pouvoir d'autre part, qu'il nous faut déconstruire pour commencer.

Pendant presque cinq ans, jusqu'au traité de Versailles, le Japon s'intègre dans la guerre. Il serait cependant plus conforme à la réalité de dire qu'il s'y juxtapose. À son tour, le 14 août 1917, la Chine accède au statut de belligérant, avec des vues assez semblables à celles du Japon : exploiter ce conflit si lointain et si proche (par la colonisation), afin de ne pas le subir.

La morale de l'État

La cartographie des buts de guerre de l'Entente en 1916, incluse dans *La grande illusion* de Georges-Henri Soutou (Soutou 2015 : 100, 114), révèle une étonnante fureur de destruction, dont on pourrait certes trouver l'équivalent ailleurs si l'on reconstituait ce que furent les empires centraux. Or, on ne trouve rien de semblable au Japon. La violence extrême au plan international surgit d'une recherche de l'universel qui a toujours été en Europe une constante des croyances religieuses ou laïques. Pour le Japon, en revanche, chaque État est – et demeure – un cas particulier et localisé.

C'est ce sens que l'on pourrait donner à l'article 1 de la Constitution promulguée en 1889 par l'empereur Meiji (Siemes 1968 : 42-49). Son texte

affirme que les souverains du Japon ont toujours appartenu à une seule et unique dynastie (littéralement « dix mille générations, une lignée », *bansei ikkei* 万世一系) et qu'il en serait de même dans l'avenir. C'est bien la notion d'éternité qui constitue la première des morales de l'État japonais. Celle-ci contient plus qu'une règle de droit constitutionnel. Elle pose les principes d'une cosmogonie autochtone, ainsi que d'un enracinement et d'une ethnicité des Japonais. Ce particularisme essentiel ne conduit pas inévitablement à une confrontation avec l'étranger. Tout au plus à un contraste. Le Japon comme collectivité ne nécessite pas d'« espérances investies dans l'avenir » (Gauchet 1998), ni de messianismes, ni d'idéalisation du progrès.

Cette vision du monde est porteuse de conséquences importantes pour la tranche d'histoire ici considérée, que l'on peut rapidement souligner comme suit.

1) Dans la Constitution de Meiji, de 1889, la liberté religieuse est garantie par l'article 28. Ce serait une erreur de croire qu'il s'agit là d'une influence de l'Occident : le Japon a toujours reposé sur un pluralisme religieux (Mori 1976). L'explication à cette situation est à chercher dans la coexistence, depuis la haute Antiquité, de deux sortes de sacralités : celle, fondée sur les cultes de la nature, de l'État, auquel elle apporte l'éternité, et celles qui donnent un complément existentiel à la société, le bouddhisme et le confucianisme. C'est la spécialité sacrale de l'État, c'est-à-dire du Japon lui-même, qui permet de ranger la modernisation de Meiji dans l'ordre des moyens de réussite, sans la situer dans celui des valeurs transcendantes. D'où la rapidité exceptionnelle de son succès.

2) L'« éternité » de la dynastie a pour effet de cantonner un souverain régnant dans le rôle de gardien passif de l'État. C'est ce qu'avait prévu le conseiller juridique allemand Hermann Roesler (Siemes 1968). Il en résulte une séparation entre le Palais et le gouvernement plus stricte que dans les monarchies constitutionnelles d'Europe. On ne saurait toutefois en déduire l'inutilité de l'institution, d'une part parce que son non-pouvoir ne découle pas d'une limitation juridique mais de sa vocation essentielle, à savoir l'unanimité de l'État-nation et, d'autre part, parce que la légitimité dont le souverain est porteur reste inséparable de sa présence physique. Plus que les valeurs abstraites qui facilitent les schismes, cette donnée concrète est efficace pour limiter l'éventualité d'une guerre civile ou d'un coup d'État.

3) Enfin, en relation directe avec notre sujet, le Japon n'aura influencé ni le commencement ni la fin de la guerre mondiale. N'ayant aucune relation

existentielle avec l'événement, il n'eut besoin ni d'une mobilisation générale, ni d'une censure, ni d'une union sacrée, ni même d'un dictateur légal comme la France de Clemenceau. On ne peut donc imaginer que le Japon ait pu partager les passions de l'Europe en guerre. À la conférence de paix de Paris, sa délégation reste muette sur ce qui ne concerne pas l'Extrême-Orient (Oka 1992 : 93-115, 102 ; Soutou 2015 : 300), par prudence parfois, par indifférence certainement, ou par défiance envers, non le jeu des intérêts, mais le présupposé idéologique du futur traité.

La morale de l'État au Japon s'inscrit dans un « présent éternel » et vise le consensus.

Le mécanisme du pouvoir

L'organe central du pouvoir au Japon est le *naikaku* 内閣, créé en décembre 1885. Au sens strict, il est le gouvernement : composé d'un Premier ministre et d'un nombre restreint de chefs de départements ministériels, choisis par ce dernier jusqu'à un certain point. L'harmonisation de l'équipe, en revanche, va rarement de soi. Un *naikaku* est fragile (sauf pendant les moments d'union sacrée, contre la Chine puis contre la Russie). Entre 1875 et 1940, en 55 ans, on a pu en compter 40, que l'on désigne soit par le nom du Premier ministre, soit par leur numéro d'ordre à partir des débuts de l'institution. Le personnel politique dans lequel sont recrutés les ministres est en revanche beaucoup moins instable.

Pendant le conflit mondial, trois gouvernements sont en fonction : le 17^e, d'Ōkuma Shigenobu 大隈重信 (1838-1922), depuis avril 1914, trois mois avant la crise de juillet en Europe ; le 18^e, de Terauchi Masatake 寺内正毅 (1852-1919) depuis octobre 1916 ; enfin, le 19^e, de Hara Takashi 原敬 (1856-1921), à partir du 29 septembre 1918, un mois environ avant les armistices. Celui-ci prend fin trois ans plus tard, le 4 novembre 1921, avec l'assassinat de Hara. Pour notre analyse, on s'attachera principalement aux cas d'interactions entre la stabilité politique interne et la participation à la Grande Guerre.

Le Premier ministre est un lien nécessaire entre deux instances pluralistes autonomes, dont il est lui-même partiellement dépendant. D'un côté, les conseillers impériaux ayant le statut de *genrō* 元老 – cinq en 1914, dont trois anciens Premiers ministres – l'ont nommé. Il doit continuer de les consulter officiellement. D'un autre côté, le budget est soumis au vote du

Parlement, dans lequel la Chambre basse est composée d'élus normalement rattachés à un parti politique. Contre ces derniers, le Premier ministre dispose d'une arme redoutée : la dissolution, qui lui permet ensuite d'organiser une élection générale. Entre 1890 et 1908, sur dix élections, six avaient été causées par une dissolution.

Il n'y a jamais de crise de régime. On perçoit une instabilité qui déborde largement les conflits entre gouvernements et Parlement. Elle s'exprime aussi bien par la rivalité entre les partis politiques que par une solidarité douteuse entre les ministres. Pendant la première décennie de la Constitution (1890-1900), les problèmes ont été résolus surtout par des arrangements momentanés. Cependant, pour échapper à ce fonctionnement chaotique, en 1900, Itō Hirobumi 伊藤博文 (1841-1909), le premier des *genrō*, crée le Rikken Seiyūkai 立憲政友会 (Parti des amis de la Constitution). Il a en vue l'acquisition d'une base parlementaire, si possible majoritaire, grâce à une situation de parti dominant et à une fidélisation des électeurs. Les dissolutions de la Chambre des députés deviendraient inutiles, la cohésion interne des gouvernements plus forte. L'encadrement est fourni par les notables ruraux et les corps de fonctionnaires. Des députés deviennent ministres. Tous les gouvernements ne sont pas formés par ce Seiyūkai (abrégé de Rikken Seiyūkai) mais aucun n'a recours à une dissolution entre 1905 et 1914. Aux élections de 1908 et de 1912, le parti devient majoritaire sous la direction surtout de Hara Takashi. Une conjonction intéressée, mais libre, s'esquisse ainsi, sans qu'on puisse l'interpréter comme une union sacrée, entre sommets de l'État, ministres, Parlement et électeurs. C'est la première fois qu'un tel phénomène se produit.

Ce processus s'interrompt en décembre 1912, au tout début de l'ère Taishō. Il ne reprend ensuite qu'en septembre 1918, lorsque Hara devient Premier ministre. La Première Guerre mondiale (1914-1919) se trouve presque complètement incluse entre ces deux dates, et bien comprendre la chronologie des événements qui s'y déroulent est essentiel.

Quand, le 16 avril 1914, Ōkuma forme son gouvernement, l'éventualité d'une guerre mondiale n'est même pas envisageable. Depuis un an et demi, une crise politique interne s'est installée. Elle ne procède pas d'un conflit idéologique ou social de longue durée, mais d'une rivalité budgétaire récente entre Armée et Marine (Kitaoka 1978 : 126, 143), dont le total des demandes excède les capacités financières du Japon (Vié 1995 : 41-44, 112). Les *genrō* expliquent par la surpuissance du Seiyūkai l'impossibilité

de trouver une solution à ce problème militaire (Najita 2013 : 90-98). Ils offrent à Ōkuma le pouvoir (y compris le droit de dissolution), parce qu'ils le connaissent comme un ennemi déclaré du parti majoritaire. Ils attendent de lui une victoire électorale et un changement de majorité. Le projet est réalisé en plusieurs temps : tout d'abord par le recrutement de ministres dans le Dōshikai 同志会, parti rival créé en janvier 1913 et resté minoritaire ; puis par la dissolution de la Chambre basse, le 25 décembre 1914 ; et, enfin, par les élections générales (les 12^e) du 15 mars 1915. Elles donnent 153 élus au Dōshikai et font chuter le Seiyūkai de 209 à 108. La possibilité de se créer une majorité, pour un pouvoir en place associé à un grand parti, est confirmée.

L'alliance entre les *genrō* et Ōkuma, minée de l'intérieur, ne peut aboutir qu'à une opposition insurmontable (Najita 2013 : 188-193). Dès octobre 1914, la personnalité autoritaire de Katō Takaaki 加藤高明 (1860-1926) avait amorcé le conflit. Comme chef du Dōshikai, il est utile. Comme ministre des Affaires étrangères, en revanche, il se rend odieux à Inoue Kaoru 井上馨 (1836-1915) et à Yamagata Aritomo 山縣有朋 (1838-1922), qu'il refuse d'informer et qui en retour exigent sa démission. Le plus grave, cependant, survient plus tard, après les élections de mars 1915. Ōkuma sait fort bien que la séquence dissolution/élection, qui a conforté son pouvoir, peut être réemployée en sens contraire, par un Premier ministre différent – l'électorat japonais étant un invariant. En 1916, Ōkuma a 78 ans. Il cherche à choisir lui-même son successeur, ce qui revient à une négation du rôle des *genrō*. Après des mois de négociations trompeuses, pendant lesquelles il a essayé d'imposer Katō, et avant de démissionner lui-même, il perd la partie au Palais impérial, le 4 octobre 1916. Malgré l'essai d'un quasi-coup d'État civil, il se heurte aux *genrō* qui choisissent Terauchi Masatake, récemment promu maréchal.

Le nouveau gouvernement, en fonction le 9 octobre, est déclaré à la fois « transcendantal » (*chōzetsu naikaku* 超絶内閣, c'est-à-dire hors des partis) et d'« union nationale » (*kyōkoku itchi naikaku* 挙国一致内閣). En réalité, le Kenseikai 憲政会 (Dōshikai élargi) de Katō refusant cette vision unitaire, une entente avec Hara est inévitable, au moins en coulisse. La séquence dissolution / élection est réemployée. Le 20 avril 1917, le Seiyūkai reprend la première place (165 sièges contre 121). Un système bipartisan, sans majorité absolue mais avec un ordre d'importance inversable, est reproduit. Terauchi, cependant, ne renonce pas à son projet d'union nationale. Le

5 juin 1917, il crée le Comité temporaire de recherches sur la politique extérieure (Rinji gaikō chōsa iinkai 臨時外交調査委員会), esquissé antérieurement mais sans réussite, où il invite les chefs des partis parlementaires, qu'ils soient en accord ou en opposition avec le gouvernement.

Katō refuse d'y prendre part et conteste la légalité de cette institution. Hara Takashi, ainsi qu'Inukai Tsuyoshi 犬養毅 (1855-1932), chef du Kokumintō 国民党 (créé en 1910), y participe activement. Il y joue un rôle décisif, forme indirecte d'entrée dans le gouvernement. Une harmonie disparue depuis 1912 tente de se reconstituer.

Hara succède à Terauchi « en continuité » mais dans les faits sur un socle plus large. Les trois *genrō* l'ont choisi, non parce qu'il est le président du Seiyūkai, mais « malgré » cela : en fait, à titre personnel. Il bénéficie du soutien de la Chambre des pairs, du Comité temporaire de recherches sur la politique extérieure, des deux ministres militaires et d'une majorité relative à la Chambre basse. Le 10 mai 1920, après une dissolution non nécessaire, son parti obtiendra 60 % des sièges. Le Kenseikai sera réduit à 24 %.

Entre 1914 et 1919, le gouvernement d'Ōkuma est le plus conflictuel, le plus centré sur un combat pour le pouvoir. C'est pourtant dans ce même moment que le Japon dispose de la plus grande latitude afin de façonner son environnement asiatique. Terauchi et Hara sont à leur tour beaucoup plus consensuels, mais ils doivent prendre des décisions plus risquées, dans un contexte directement influencé par la guerre mondiale.

En quatre ans, et en une suite de situations contrastées, le Japon passe de l'avenir d'une guerre à exploiter, au danger d'une guerre subie.

II. L'entrée du Japon dans la guerre (23 août 1914)

En comparant les expressions « entrer en guerre » et « entrer dans la guerre », on perçoit une distance sémantique qui sépare l'action des premiers belligérants¹ et celle des États neutres. Ces derniers ont à choisir leur position : rester hors du conflit ou y participer. La guerre étant une réalité déjà environnante, eux-mêmes n'ayant pas été attaqués, leur choix reste

1. Russie, France, Royaume-Uni, Allemagne, Autriche-Hongrie et, en outre, Belgique et Serbie.

libre et peut être objet de négociations. Il faut donc comparer le Japon à l'Empire ottoman, à l'Italie, à la Bulgarie et à la Roumanie qui, de 1914 à 1916, viennent se joindre les uns aux empires centraux, les autres à l'Entente (Yamamuro 2011)². L'originalité du Japon apparaît clairement sur trois points : 1) par une volonté quasi immédiate (le 7 août) de s'associer au Royaume-Uni ; 2) par les réticences des futurs alliés (en particulier britanniques) ainsi que des neutres (entre autres, la Chine) devant cette décision prise en l'absence donc de négociations préalables à l'entrée dans la guerre ; 3) par le caractère extrêmement limité de l'action militaire qui en résulte. Le Japon a imposé son intervention là où aucun autre État ne la demandait. Néanmoins, celle-ci suffit à balayer, en trois mois, la présence allemande en Extrême-Orient Pacifique.

Ces données, produites par l'histoire diplomatique, ne sont contradictoires qu'en apparence. Le contraste entre les théâtres d'opérations le prouve. Sur le sol africain, ne s'affrontent que des armées coloniales et les combats durent des années, parfois encore en 1918. Tandis qu'en Extrême-Orient, le Japon est déjà, depuis 1905, une puissance militaire de premier ordre sur terre et sur mer. Les forces allemandes ne sont que dérisoires par comparaison. Si les deux croiseurs cuirassés de l'amiral comte Maximilian von Spee (1861-1914) semblent redoutables vus dans leur port d'attache de Qingdao, c'est surtout parce que l'amirauté britannique ne maintient plus de navires de rang égal à Hong Kong. À Londres, cette situation est bien connue (Hata 1972 : 114). Or, le Japon, pour entrer en guerre, n'a nul besoin de procéder à une mobilisation générale.

C'est précisément parce qu'à Londres l'amirauté sait qu'il n'en coûtera rien au Japon qu'elle lui demande son aide contre les croiseurs allemands. Cela n'implique *a priori* rien qui ressemble à une entrée dans la guerre. C'est alors que le gouvernement de Tokyo répond pourtant par une déclaration de guerre à l'Allemagne, parce qu'une simple opération de surveillance ou d'escorte peut toujours entraîner un combat, et que la belligérance, en droit international, doit précéder l'ouverture des hostilités.

2. Entrent dans la guerre : la Turquie, le 2 novembre 1914 ; l'Italie, en mai 1915 ; la Bulgarie, en octobre 1915 ; la Roumanie, en août 1916. Au sujet des négociations, voir Soutou (2015 : 78-83).

Ainsi s'établit, dès août 1914, un malentendu dans l'alliance anglo-japonaise. Commencée en 1902, celle-ci n'avait jamais connu d'application concrète. Il s'agit en l'occurrence surtout d'un assaut de ruses. L'amirauté britannique eut sans doute l'espoir de contrôler, voire de diriger, l'aide navale demandée au Japon. Ce dernier, s'affirmant comme État souverain en guerre, décida de choisir lui-même les modalités d'emploi de l'aide accordée. La différence est surtout dans le principe, puisque le Japon n'avait nullement l'intention de participer à la guerre au loin par des combats. Il en résulte tout de même une conséquence d'ordre territorial. Par une entrée en guerre différée de dix jours, la flotte japonaise a laissé l'escadre allemande s'échapper et se lancer dans une traversée du Pacifique. Elle la poursuit sans jamais la rattraper, et s'empare sans combat des archipels allemands de Micronésie (Mariannes et Carolines).

Tout ceci est-il suffisant pour affirmer que le seul motif de l'entrée du Japon dans la guerre fut le rêve d'annexer les territoires coloniaux allemands situés dans sa mouvance géopolitique ? Il convient d'abord d'éclaircir la question de la perception que le Japon pouvait avoir de la guerre.

Dès que la paralysie générale de l'Europe fut connue, Inoue Kaoru, l'un des *genrō*, spécialisé aussi dans la finance et la politique étrangère, déclara que de tels événements étaient pour le Japon un « secours du Ciel » *ten.yū* 天佑 (Usui 1972). Les projets auxquels il se référait semblent avoir été dans la dépendance des deux visions *a priori* possibles sur la durée de la guerre : une très longue, une autre très courte. Dans le premier cas, le succès du Japon serait économique. La disparition de ses concurrents commerciaux lui permettrait de rembourser ses dettes, mais aussi de mettre fin à la rivalité budgétaire permanente entre son Armée et sa Marine. Ce succès serait parfaitement compatible avec une politique de neutralité.

Dans le second cas, une guerre mondiale courte ne pouvait être « rentable » que sur le plan politique, en exigeant une action vigoureuse en direction de la Chine. Sur le temps court, obtenir une efficacité diplomatique supérieure semblait plus aisé dans le cadre d'une alliance avec l'Entente que par la conservation d'un statut neutre. Ici apparaît clairement l'avantage d'une déclaration de guerre à l'Allemagne.

La conviction que le conflit serait bref, la volonté de l'exploiter politiquement, l'absence d'interactions en Extrême-Orient, l'importance reconvenue à la Chine comme acteur d'avenir, expliquent à elles seules par leur conjonction l'empressement du gouvernement japonais à saisir l'occasion

de la guerre, moins de trois jours après que le roi George V l'eut déclarée au nom de l'Empire britannique à l'Allemagne.

III. Les essais de domination en Chine (1915-1917)

Pour le Japon, belligérant libéré d'obligations guerrières, l'année 1915 est la plus favorable du conflit mondial. L'ouverture de nouveaux fronts (turc, italien, bulgare) n'a rien apporté de concret. N'ayant pas su lui-même exploiter depuis 1911 la guerre civile chinoise, le gouvernement japonais se trouve brusquement devant la durée inattendue de la guerre européenne.

Cependant la liberté d'action du Japon reste soumise à des contraintes sévères. Il doit respecter les privilèges acquis par les Occidentaux, à l'exception de ceux de l'Allemagne. Surtout, il doit choisir entre deux conceptions de la Chine : celle d'un État centralisé, représenté par un pouvoir unique à Pékin ; celle d'un État éclaté permettant, dans des conditions géopolitiques particulières, des alliances et des politiques différentes.

Depuis 1911, le Japon demeure indécis. Les adversaires de Yuan Shikai 袁世凱 (1859-1916) considèrent en 1913 l'insularité japonaise comme une base arrière où ils sont bien accueillis (Jansen 1970 : 154). Toutefois, le Japon, en 1912, avait été admis, ainsi que la Russie, dans un « consortium bancaire » qui proposait une aide collective des puissances coloniales, afin de réorganiser l'État chinois. Le consortium ayant disparu du fait de la guerre en Europe, le Japon seul reste actif, mais sans capitaux à offrir. Il ne peut donc désormais agir sur Yuan Shikai que par un diktat. Le 18 janvier 1915, il fait présenter par son ambassadeur à Pékin une liste de vingt-et-une demandes (*taika ni jū ikka jō yōkyū* 對華二十一ヶ条要求). On peut les considérer comme la première des quatre phases de la politique du Japon en Chine pendant la guerre mondiale.

Première phase : les Vingt-et-une demandes du Japon à la Chine

Ce document est resté célèbre à la fois pour son contenu et pour la manière dont il fut conçu et reçu au Japon et à l'étranger (Usui 1972, Kitaoka 1978 & 1985, Naraoka 2015). Les demandes sont réparties en groupes. Les quatre premiers, soit quatorze demandes, ne mentionnent que des privilèges coloniaux concrets, strictement localisés, certains déjà

obtenus (donc à confirmer), d'autres en cours d'obtention (ainsi dans la province du Shandong qui vient d'être conquise sur les forces allemandes). On peut y voir un même modèle de colonisation transféré d'un territoire à un autre. La voie ferrée créée par les Allemands de Qingdao à Jinan, sur 200 kilomètres, est vue par les Japonais comme un Mantetsu 満鉄 (Chemins de fer du Sud-manchourien) de l'avenir, réplique du succès contre la Russie en 1905. Par mesure complémentaire d'harmonisation, le bail de 25 ans, appliqué en 1898 à Port Arthur, est prolongé jusqu'à 99 ans, durée initiale du bail concédé à l'Allemagne en 1898 à Jiaozhou au Shangdong.

Ces questions territoriales ne vont pas causer de profondes divergences. Elles respectent comme principe (de « droit » colonial international) le dogme de la « porte ouverte » (*monko kaihō* 門戸開放) en Chine. Les exigences du cinquième groupe, en revanche, vont bien plus loin que les privilèges localisés. Appliquées à la police, l'armée et l'administration chinoises, elles contiennent en puissance l'établissement d'un protectorat. Elles visent la mise à l'écart des autres colonisateurs, dont des alliés du Japon.

Les cinq groupes de demandes forment un tout rédigé après l'avis de spécialistes, mais sous l'impulsion de Katō Takaaki, alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ōkuma. Anglophile, libéral et impérialiste, celui-ci est plus orienté vers l'expansion que ne l'avait été l'armée elle-même. Sa diplomatie a besoin du secret, lequel est exigé aussi de Yuan Shikai, à Pékin. Or, ce dernier, afin d'obtenir des secours, divulgue les Vingt-et-une demandes. De Londres, ne viennent que des conseils de prudence. Des États-Unis, William Jennings Bryan (1860-1925) n'envoie que deux notes à Tokyo (Hackett 1971 : 288-290). Au Japon, en revanche, la réaction contre Katō est très vigoureuse. Il a contre lui les *genrō* – déjà ses adversaires – qu'il n'avait pas informés, le gouverneur de la Corée, Terauchi Masatake, ainsi que Gotō Shinpei 後藤新平 (1857-1929), le directeur du Mantetsu. Tous estiment que Katō a causé une dégradation de la position du Japon dans le monde (Usui 1972 : 89-93). La crise dans le système de pouvoir polycéphale japonais atteint son paroxysme lorsque Katō, la Chine ne s'inclinant pas, songe à employer la force militaire. Il pourrait en résulter le paradoxe d'une guerre particulière asiatique, juxtaposée à la guerre « mondiale » européenne, le Japon ayant une part dans les deux. Le 4 mai 1915, dans une réunion des *genrō* et du gouvernement, l'affrontement entre Katō et Yamagata est d'une rare violence. Rien ne peut être décidé. Mais le cinquième groupe des demandes est retiré parce que trop risqué au point de

vue international. Yuan Shikai s'incline devant un ultimatum « allégé ». Katō démissionne au mois d'août. C'est pourtant cet homme autoritaire et impérialiste qui, dix ans plus tard, deviendra le principal Premier ministre du régime appelé depuis la « démocratie de l'ère Taishō ».

Seconde phase : le gouvernement Ōkuma à l'automne 1915

Katō avait souhaité une Chine centralisée, afin de plaire aux impérialismes marchands, et soumise, afin d'accroître la capacité militaire du Japon. À ce dernier, les Vingt-et-une demandes n'avaient rien apporté, faute d'une reconnaissance internationale. La deuxième politique du gouvernement Ōkuma fait rebondir le conflit en automne 1915.

Cette fois-ci, le déclencheur de la crise est à Pékin, où Yuan Shikai tente de restaurer à son profit l'institution impériale millénaire (Kitaoka 1978 : 162, 196 ; Young 1983). Mais le problème ne se limite pas à l'idéologie et à la politique interne de la Chine. Il concerne le Japon à deux niveaux distincts. Pour obtenir le soutien des puissances coloniales, Yuan Shikai double son projet monarchique d'une volonté affichée d'entrer dans la guerre contre l'Allemagne, attitude bien reçue, surtout à Londres. Existe aussi une interaction permanente de voisinage, séparée du niveau diplomatique, entre les révolutionnaires chinois souvent réfugiés au Japon et des Japonais résidant en Chine où ils deviennent « activistes ». Ōkuma fait échouer les projets de Yuan Shikai en provoquant l'opposition des puissances européennes. Par ce simple fait, il affaiblit l'unité de la Chine, tout en continuant d'être hostile au pouvoir central de Pékin.

Troisième phase : échec du maintien en place des traités

La dernière politique d'Ōkuma ne produit que du vide. Elle est négative, parce que réduite au soutien à toutes les forces centrifuges à l'œuvre en Chine, quelle que soit leur localisation et sans *a priori* idéologique. Le Japon, en mars 1916, reconnaît la qualité de belligérant aux combattants de la guerre civile chinoise. Or, sans pouvoir central, les traités signés sont nuls. N'est-ce pas là, finalement, le sort menaçant, le domaine réservé qu'espérait le Japon en août 1914 ? Ōkuma aggrave l'échec de Katō. L'un et l'autre sont, on l'a vu, écartés du pouvoir en octobre 1916, lors de la nomination de Terauchi comme Premier ministre.

Quatrième phase : reconnaissance d'un État-nation chinois

Après la chute d'Ōkuma, une quatrième politique est imaginée. Yuan Shikai est mort (juin 1916) et Duan Qirui 段祺瑞 (1865-1936) installé à Pékin comme Premier ministre et chef militaire en Chine du Nord. Un changement conceptuel est proposé par Matsukata Masayoshi 松方正義 (1835-1924), approuvé par Yamagata, puis par Terauchi, le nouveau Premier ministre. Il consiste à reconnaître la Chine comme un État (*kokka* 国家) et comme une nation (*kokumin* 国民), au lieu de la réduire à un territoire et à son potentiel de richesse. Il s'éloigne donc des jugements contenus implicitement dans la doctrine de la « porte ouverte ». Katō, en 1915, pensait renforcer la position du Japon par un affaiblissement continu de la Chine et, indirectement, de la colonisation étrangère. Terauchi fait le pari d'une Chine redevenue forte militairement autant qu'économiquement, grâce à l'aide reçue du Japon. Celui-ci, par son succès économique, après deux ans de guerre mondiale, peut entraîner la Chine dans son sillage. Les mots-clés de cette politique sont « assistance » (*enjo* 援助) et « coopération » (*teikei* 提携).

Quoiqu'il soit fortement pensé et élaboré, ce changement politique ne peut être appliqué. Le conflit européen, du fait même de sa durée, entre dans une phase de mondialisation accrue (dont la guerre sous-marine allemande n'est qu'un aspect). Il ne permet plus au Japon de considérer l'ensemble de la Chine comme son domaine réservé, ni même comme le facteur décisif de son avenir.

IV. Les nouvelles fractures du Nord-Est asiatique

Ce concept géopolitique n'eut qu'une importance réduite dans l'ensemble de la Première Guerre mondiale. Nulle bataille majeure n'y fut livrée. L'année 1917 voit se matérialiser l'intervention américaine (rupture avec l'Allemagne le 3 février, « entrée » dans la guerre le 2 avril), puis la révolution bolchevique en Russie (octobre et novembre). Ces deux événements, de portée mondiale si l'on considère leur avenir, ne furent décisifs, à court terme, que par leurs effets sur les deux lignes de front capitales depuis août 1914 : en Europe franco-anglaise à l'ouest et russe à l'est, de part et d'autre de l'Allemagne. Dans la quasi-totalité des États en guerre,

la question centrale était la victoire ou la défaite : elle était toujours euro-centrée. Tout autre était la vision du Japon.

En 1916, quand le conflit mondial entame sa troisième année, deux innovations apparaissent chez les dirigeants de Tokyo. D'une part, plus que des batailles, ils se préoccupent d'une hypothétique, mais inévitable, conférence de paix, qui « un jour » devrait légitimer les changements produits dans le monde. Là, il leur faudrait pouvoir compter sur leurs alliés. D'autre part, ils commencent à décaler vers l'Asie du Nord-Est, notamment la Mandchourie, un intérêt qu'ils n'accordaient qu'à la Chine proprement dite depuis deux ans.

Le 3 juillet 1916 est signée, à Petrograd, une alliance russo-japonaise (4^e Accords russo-japonais, Daiyonji Nichi-Ro kyōyaku 第四次日露協約) distincte à la fois de l'alliance anglo-japonaise, renouvelée en 1912, et de la solidarité de fait des trois États de l'Entente contre l'Allemagne. Dans l'immédiat, le Japon accepte de ravitailler en armes et en munitions l'armée russe, ce qui implique l'utilisation du transsibérien, seule voie d'accès à la Russie occidentale à partir de l'Asie orientale.

L'alliance russo-japonaise est à usages multiples, quoique toujours liés à l'Asie du Nord-Est. Elle est à la fois du présent et de l'avenir. Dans le passé, des accords, conclus en 1910 puis en 1912 entre les deux puissances, étaient orientés contre « l'impérialisme du dollar » et adaptés à l'effondrement de l'État en Chine (Vié 2011 : 77). En janvier 1917, cette dernière question redevient d'actualité. À Tokyo, le gouvernement Terauchi, rejetant la politique de son prédécesseur Ōkuma, opte pour une Chine forte, centralisée, aidée par le Japon. Mais il ne parvient ni à harmoniser l'action sur le continent de ses agents – diplomates, officiers, hommes d'affaires (globalement ceux qu'on appelle les *tairiku rōnin* 大陸浪人) – ni à trouver à Pékin, en la personne de Duan Qirui, un interlocuteur capable de réunifier la Chine entière. L'alliance russe n'en est donc que plus nécessaire.

L'intensification du conflit dans le monde semble, en 1916, avoir momentanément favorisé le Japon. La Russie demande des fournitures de guerre. L'amirauté britannique demande un secours contre les sous-marins allemands. Puis surviennent des événements inattendus sur lesquels le Japon n'a que peu de prise, mais dont il doit subir les conséquences dans son environnement.

Les États-Unis « dans la guerre »

Suite à l'offensive sous-marine allemande, le Japon se trouve être l'allié de fait des États-Unis. Ce statut n'a rien de très original. Il est même caractéristique de la Première Guerre mondiale, dans laquelle une alliance ne dépend pas *a priori* d'une communauté de buts, si ce n'est l'intention de gagner. Sa raison d'être est soit d'éviter un isolement diplomatique dangereux, soit de s'assurer un butin territorial. Les raisons idéologiques ont été inventées ensuite, *a posteriori* (« la guerre du droit », voir Soutou 2015 : 77, 134).

Toutefois, les États-Unis et le Japon n'entrent pas complètement dans ce modèle. Ces deux États n'ont pas renoncé, parallèlement à leur alliance de fait, à une large autonomie de leur politique extérieure. Le Japon pense l'obtenir par un contrôle de la neutralité de la Chine, conçue donc comme un domaine réservé ; les États-Unis en s'attachant à des principes universels (Soutou 2015 : 86).

Or, la doctrine de la « porte ouverte » en Chine est l'un de ces principes, exprimé en termes diplomatiques, selon lesquels alors que les deux puissances non européennes maintiennent également une marginalité hors de la guerre, sur le terrain, en Chine, elles se trouvent en antagonisme absolu. Il s'agit donc de vérifier si le statut d'alliés de fait conduit à une atténuation ou, au contraire, à une aggravation de la tension entre les deux puissances. Selon les moments, la réponse diffère, quoique les États-Unis se soient toujours affirmés planétaires, contrastant avec un Japon limité à l'Extrême-Orient.

Tandis qu'à Tokyo, Terauchi, chef d'un gouvernement d'union nationale, tente d'harmoniser sa politique extérieure et d'obtenir une majorité parlementaire par la treizième élection générale, à Pékin, Paul Samuel Reinsch (1869-1923), ambassadeur des États-Unis, offre à la Chine un projet concurrent (Coox & Conroy 1978) : déclarer la guerre à l'Allemagne, devenir elle-même un État allié de fait et envoyer une délégation à la future conférence de paix. Donc se libérer de la tutelle japonaise. En réalité, c'est bien là le seul but visé.

Ce projet peut doublement intéresser la Chine, parce qu'elle est, en 1917, à la fois en proie à une guerre civile et traversée par un nationalisme dressé contre les traités inégaux ou leur éventuelle aggravation. Cette situation est somme toute assez proche de ce qu'avait connu le Japon pendant sa guerre civile dite de Boshin (*Boshin sensō* 戊辰戦争, 1868-1869). L'archipel

avait toutefois un potentiel d'unification très supérieur. Dans la Chine de 1917, en revanche, les diverses autorités ne sont préoccupées par une participation à la guerre mondiale que dans la mesure où elles craignent – ou espèrent, selon les cas –, une mise à leur disposition d'armes, de munitions et d'argent, d'où que ces moyens d'actions puissent provenir. La guerre extérieure est alors un facteur aggravant de la guerre civile déjà ancienne.

Le « projet Reinsch » est accepté par Duan Qirui à Pékin où il est, quoique contesté, le vrai successeur de Yuan Shikai (Nathan 1983). Mais le projet échoue finalement pour deux raisons également significatives. D'une part, le gouvernement de Washington refuse une opération de financement trop ouvertement anti-japonaise. Le statut d'allié de fait contre l'Allemagne et l'engagement massif en Europe du président Woodrow Wilson (1856-1924) contribuent à cette position. D'autre part, il était difficile de faire coïncider la pensée du Premier ministre chinois exactement avec celle de l'ambassadeur américain. Pour le premier, ne compte que sa survie dans la guerre civile. Suite à la défaillance des États-Unis, il doit accepter l'aide du Japon et devenir son associé. De là, trois conséquences notoires :

1) la Chine déclare la guerre à l'Allemagne le 14 août 1917, réalisant ainsi son intégration officielle dans l'alliance qui inclut déjà le Japon et les États-Unis. Contrairement à son opposition antérieure à une entrée de la Chine dans la guerre, en décembre 1915, le Japon accorde maintenant son soutien ;

2) le Japon concède une aide financière massive sous la forme de plusieurs prêts successifs (dits « prêts Nishihara » *Nishihara shakkan* 西原借款³), au motif d'une participation de la Chine à la guerre mondiale (Coox & Conroy 1978 : 48, Vié 1995 : 100, Yamamuro 2011). Cette situation peut aussi conduire à une aide militaire plus directe, par exemple l'envoi d'officiers japonais dans les écoles militaires chinoises comme instructeurs ;

3) les points de vue du Japon et des États-Unis sur la Chine se rapprochent, prenant la forme d'un échange de notes entre Ishii Kikujirō 石井菊次郎 (1866-1945), ambassadeur spécial à Washington, et Robert Lansing (1864-1928), le secrétaire d'État, le 2 novembre 1917. La doctrine de la « porte ouverte » y est confirmée. La proximité géographique crée un droit

3. Les prêts sont attribués aux négociations de l'homme d'affaires et politicien Nishihara Kamezō 西原亀三 (1873-1954).

spécial pour le Japon, sans toutefois que sa nature, commerciale ou politique, ne soit précisée. Les problèmes du Nord-Est asiatique évoluent dès lors à partir de cette base, sous les effets de la révolution russe. C'est celle-ci qui conduit le Japon à une militarisation de sa politique continentale.

Les révolutions russes

Après la chute du tsarisme, en octobre-novembre 1917, se forme un gouvernement bolchevique qui provoque (de l'armistice du 15 décembre à la paix de Brest-Litovsk signée le 3 mars 1918) l'extinction en Europe du front oriental. Vus de l'étranger, ces événements sont tout d'abord moins idéologiques que militaires. Ils ouvrent la possibilité d'une victoire allemande contre la France et la Grande-Bretagne.

Mais la question est fondamentalement d'ordre géographique. L'espace concerné est immense, formé de la très longue frontière entre la Chine et la Russie. Les régions desservies de plus ou moins loin par le Transsibérien sont, en outre, à fort potentiel d'instabilité politique, comme la Mongolie par exemple. Pour sa part, le tronçon ferroviaire appelé « Chemin de Fer de l'Est Chinois » (CFEC) est un montage d'une grande complexité institutionnelle : une souveraineté chinoise sur la Mandchourie, une propriété et une administration russes à titre quasi permanent.

Le couloir sibérien pourrait être utilisé dans les deux sens par des armées. En Europe, le futur maréchal Ferdinand Foch (1851-1929) y voit des forces en partie japonaises dirigées vers l'Oural pour reconstruire le front contre l'Allemagne. En sens inverse, en 1918, le Japon peut craindre l'attaque d'une armée allemande renforcée par les forces russes bolcheviques. L'imaginaire géographique efface alors les difficultés idéologiques ou matérielles. D'autres affrontements sont moins imaginaires : la guerre civile russe se propage. Des forces chinoises pénètrent dans des régions frontalières, afin d'en prendre le contrôle pendant l'affaiblissement de la Russie. Il ne s'agit pas de guerres au sens que le mot a pris en Europe depuis 1914. Mais les événements sont suffisants pour inquiéter le Japon, qui répond différemment selon les lieux en tenant compte du droit international.

Dans la partie chinoise du Nord-Est asiatique, il décide de maintenir les prêts, base de son association avec Duan Qirui. Toutefois, il en attend des contreparties qui se révèlent franchement politiques. Parmi les treize prêts accordés, pour un total de 2,8 milliards de yens, quatre sont destinés

à la construction de voies ferrées liées au Mantetsu, donc à la colonisation japonaise. D'autres financeraient des achats d'armes, destinés à une nouvelle armée chinoise (de trois divisions et quatre brigades), instruite par des officiers japonais et capable de vaincre les « seigneurs de la guerre » dans les provinces. Finalement, prenant prétexte de troubles à la frontière Nord de la Mandchourie, le Japon impose au gouvernement de Pékin, par l'échange de notes du 25 mars 1918 (confirmé les 16 et 17 mai), un accord de défense contre un ennemi commun (Accord sino-japonais de défense coopérative, Nikka kyōdōbōei kyōtei 日華共同防衛協定). Celui-ci, sans mention d'aide financière, autorise l'armée japonaise à s'installer dans les provinces de la Mandchourie et à contrôler le CFEC.

En territoire russe, l'action du Japon se limite à l'envoi de deux navires de guerre dans le port de Vladivostok, non pour commencer une opération d'envergure, mais afin de s'installer avant l'arrivée annoncée en avril d'un croiseur britannique. Séparément l'armée japonaise a déjà un plan visant à créer un « État tampon ». Le but est de séparer radicalement le Japon de toute frontière commune avec la Russie. Serait-ce possible sans guerre prolongée ?

La simple occupation de troupes en Chine peut s'accommoder de décisions locales. En revanche, un envoi de troupes en Sibérie (expédition de Sibérie, *Shiberia shuppei* シベリア出兵), prologue possible à une vraie guerre, est traité au sommet de l'État. Au printemps 1918, le problème y provoque de graves divisions. Dans le Comité temporaire de recherches sur la politique extérieure, Hara, président du Seiyūkai, est opposé à l'ouverture d'hostilités. Dans le gouvernement, Motono Ichirō 本野一朗 (1862-1918) et Gotō Shinpei, les deux ministres successifs des Affaires étrangères, y sont favorables : ils croient en une défaite des bolcheviques. L'état-major général de l'Armée, co-dirigé par Uehara Yūsaku 上原勇作 (1856-1933) et Tanaka Giichi 田中義一 (1864-1929), souhaite appliquer ses plans en Transbaïkalie, en utilisant le CFEC. Yamagata Aritomo, seul militaire des trois *genrō* encore en vie, ne veut pas d'une guerre. Il décide d'attendre un « accord avec les grandes puissances » (*rekoku kyōchō* 列国協調), en fait surtout avec les États-Unis (Hackett 1971 : 329, Itō & Akita 1985 : 95-113). Le 5 juillet 1918, ceux-ci proposent une action commune. Après l'acceptation de Tokyo, le problème de l'expédition en Sibérie devient celui d'une comparaison des effectifs engagés sur le terrain : 7 000 hommes pour le contingent américain, dix fois plus pour les Japonais (70 000 hommes),

masse nécessaire si le projet d'un « État tampon » est maintenu. Cependant, le freinage, au Japon même, se poursuit. Le 29 septembre, Hara devient Premier ministre grâce à Yamagata. Ensemble, ils désignent Tanaka comme ministre de l'Armée. Cette nomination prouve qu'un changement de fonction peut conduire à un changement de pensée. Désormais la question de Sibérie vue du Japon est à résoudre en tant que problème interne à l'Armée, coïncidant avec la fin de la Première Guerre mondiale (Hosoya 2005). Tanaka, solidaire de Hara et de Yamagata, se prononce donc contre l'expédition et débute son mandat par une réduction des effectifs engagés.

La militarisation n'est pas la guerre. Or, pour trancher la question, il faut un gouvernement fort. Hara, en accord avec Yamagata, décide de renoncer à la Sibérie, puis à l'Asie du Nord-Est, en concentrant sur la Mandchourie les intérêts du Japon. Pourquoi ? Une explication simple est impossible. Il peut toutefois être d'emblée souligné que celle d'un choix « moralement correct », entre pacifisme et militarisme, est clairement irrecevable. Hara n'a, en effet, jamais ignoré la nécessité de consolider la défense nationale. Il l'a en revanche localisée autrement.

Le Japon, s'il veut moderniser sa flotte, n'a pas les moyens de soutenir une deuxième guerre contre la Russie sur terre. Hara accepte le projet d'une escadre de huit cuirassés et une autre de huit croiseurs de bataille (« flotte 8/8 », *hachi hachi kantai* 八八艦隊) (Maison franco-japonaise 2002 : 836-837), tirant les enseignements de la bataille navale du Jutland. Sa politique consiste à faire basculer les préoccupations sécuritaires du Japon vers le Pacifique. De façon symétrique, les États-Unis projettent aussi leur puissance navale vers le Pacifique. Il en résulte la conférence ouverte à Washington le 12 novembre 1921, vrai point final de la Première Guerre mondiale pour le Japon.

Conclusion : guerre victorieuse, exploitée ou subie ?

À la conférence de paix de Paris en 1919, le Japon est tenu pour l'une des cinq puissances principales. Ni les neutres, ni les vaincus, ni ceux qui ont disparu, comme la Russie, n'y figurent. Les puissances principales, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Japon, sont donc aussi mondiales. Essayons de comprendre la genèse de ce classement, qui débute en août 1914. Et d'en mesurer la réalité en 1919.

Dès le début, dans le cadre d'une guerre déjà de tendance mondiale, et que la vraisemblance économique annonce devoir être courte, le Japon dispose de plusieurs statuts internationaux. Pour la Grande-Bretagne, il est presque un allié de longue date. Sa contribution militaire est réduite, ce que précisément souhaitent les autorités de Londres. Pour la Russie, le Japon est un ancien ennemi mortel devenu progressivement coopératif. Ce voisinage est apaisé : au rythme d'un accord tous les deux ou trois ans (1907, 1910, 1912), à cause des géopolitiques changeantes de l'Asie du Nord-Est. Pour la Chine, le problème posé par le Japon est géographique. Or, cet héritage de toujours a pris un double visage. Le Japon est un colonisateur redoutable. Il est aussi un modèle de décolonisation incomparable, à opposer au colonialisme occidental constamment renaissant.

Le Japon, en jouant de ces statuts, de la durée et de la distance, pratique plusieurs types de guerre ou d'exploitation de la guerre :

1) au début, une guerre courte (moins de trois mois) lui permet de conquérir des territoires au détriment de l'Allemagne ;

2) il se conduit ensuite, en 1915 et 1916, comme un pays neutre. Il exploite un marché mondial bouleversé par une guerre qui se prolonge. Ne participant plus lui-même aux dépenses causées par les combats, de pays débiteur, il devient créateur. Il diversifie son industrie et vend à ses alliés (mais pas exclusivement) des produits fabriqués ;

3) enfin, dans une durée intermédiaire, du début de 1915 jusqu'en mars 1916, il essaie de faire reconnaître, discrètement puis ouvertement, son rôle de tuteur de la Chine, État neutre et indépendant.

Cette troisième politique se heurte à des difficultés inattendues et aboutit à un échec. Lorsque Ōkuma décide de soutenir, par un statut de combattant, les ennemis de Yuan Shikai, il prend parti pour une Chine éclatée, impropre à être un véritable partenaire en Extrême-Orient. Il reconnaît donc implicitement son échec.

Il se produit ainsi un déphasage entre les trois politiques du Japon dans la guerre mondiale. Son empire colonial s'est accru – tout au moins l'espère-t-il. Son économie est devenue florissante. La Chine en revanche lui échappe.

Néanmoins, un réajustement reste possible. Le gouvernement Terauchi s'y emploie dès janvier 1917. Le Japon a désormais des moyens de financement, qu'il offre à la Chine à des conditions moins autoritaires. C'est le point de départ de la politique des « prêts Nishihara ». Leur date tardive (août 1917-septembre 1918) prouve que des difficultés nouvelles ont été

rencontrées. L'association formée avec Duan Qirui, pouvoir prépondérant à Pékin, n'a pas tout résolu. Fin 1918, rien n'est stable dans le voisinage continental du Japon. De ce fait, les relations internationales y sont entrées, quels que soient les acteurs, dans une phase à caractère militaire affirmé. Ce qui veut dire que la situation est exactement le contraire de celle qui avait été idéalisée par les dirigeants japonais, lorsqu'ils avaient imaginé, en août 1914, entrer dans la guerre mondiale.

Si l'on tente d'expliquer un bouleversement d'une telle ampleur, les facteurs idéologiques paraissent moins pertinents que les situations concrètes. Trois d'entre elles ont été mentionnées dans leur ordre chronologique : l'impossible unité politique de la Chine, l'intervention des États-Unis et les prolongements de la révolution bolchevique. Il faut les compléter en soulignant le rôle des interférences entre les politiques successives et contradictoires, pratiquées par un même État. C'est le cas du Japon, comme des États-Unis, de la fin 1916 à 1919.

Le choix de Terauchi sur la Chine ne parvient pas à se substituer complètement aux directions contraires d'Okuma. Sur le terrain, leurs politiques coexistent en dosages variés selon les lieux. Plus tard, lorsque le front oriental en Europe s'effondre, la politique d'association à Pékin avec Duan Qirui n'est appliquée que depuis quelques mois. Elle va se poursuivre sur sa lancée, tandis qu'une autre stratégie doit être improvisée face à l'incertitude qui affecte la souveraineté russe. Le Japon entreprend ainsi deux politiques géographiquement imbriquées l'une dans l'autre, quoique nécessairement distinctes. Chacune garde ensuite ses modalités et sa vitesse. Les interventions militaires du Japon sont plus précoces en Chine qu'en Russie. Mais comment les États étrangers n'y verraient-ils pas un tout ?

S'agissant des États-Unis, on constate que si les projets de Reinsch sont rejetés par Wilson et Lansing, jamais il n'en résulte, à Washington, une franche acceptation des idées sécuritaires du Japon.

Un constat s'impose : plus les situations sont compliquées sur le continent, plus le système de décision japonais, au niveau le plus élevé, se fragmente. Les divergences y dépassent de beaucoup en durée celle qu'avait illustré, le 4 mai 1915, le face-à-face des *genrō* et du tandem gouvernemental Okuma / Katō. Cependant le Japon n'étant nullement engagé dans une guerre totale, un recours aux moyens militaires entraîne aussi des hésitations.

En 1919, une interrogation sur le bilan final de la guerre mondiale pour le Japon ne peut être ignorée et concerne un cercle plus large que le gouvernement. L'armée et la marine japonaises sont-elles encore au niveau des grandes puissances victorieuses ? Sur terre, l'outil militaire ne connaît ni les chars d'assaut ni la synchronisation des armes. Il n'y a pas réellement d'aviation de combat. Pour la flotte, il a été tenu compte des enseignements du Jutland : les nouveaux cuirassés mis en construction en 1917 et 1918, le *Nagato* et le *Mutsu*, révèlent des progrès concernant le blindage, la vitesse et l'artillerie. Mais pour la guerre sous-marine, il reste beaucoup à apprendre : à ce sujet des navires allemands seront livrés au titre de réparations. Plus original encore, le problème de l'approvisionnement en temps de guerre a été renouvelé par l'expérience : certains s'interrogent sur le rôle du blocus dans la défaite allemande. Peu de temps après, la question du choix d'un combustible pour les navires de guerre commence à apparaître. Dès 1918, l'amirauté britannique veut remplacer le charbon par le pétrole qui est beaucoup plus rare. En décembre 1918, elle se fait remettre indirectement par Clemenceau (incompétent ou atlantiste naïf ? Voir Soutou 2015 : 343-344) le contrôle de la région de Mossoul (question de Mossoul).

La sécurité est toujours un idéal inchangé pour le Japon. Ce qui le conduit à une comparaison entre les résultats qu'il pensait avoir obtenus en septembre 1905 lors du traité de Portsmouth et la réalité perçue à partir de 1919. À son affaiblissement ressenti, il faut joindre celui de toutes les puissances européennes détentrices d'empires coloniaux, victorieuses ou non. C'est l'Europe presque entière, elle aussi, qui est en déclin. Hara, Premier ministre de septembre 1918 à novembre 1921, note que seuls les États-Unis et la Grande-Bretagne sont des puissances mondiales, quoique le Japon s'y ajoute comme gardien de l'ordre en Extrême-Orient (Hosoya 2010 : 6, Vié 1995 : 123). En février 1922, le traité naval de Washington fixe les quotas de cuirassés pour les cinq grandes flottes restantes. Le Japon s'y trouve au 3^e rang, très au-dessus de la France et de l'Italie.

Il reste que les États-Unis et le nouveau régime venu remplacer celui des tsars en Russie ont fortement aggravé, par leur influence idéologique ou matérielle, l'échec que le Japon a subi pour le contrôle de la Chine durant la Première Guerre mondiale.

Bibliographie

CLARK Christopher M. 2013

Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la Guerre, trad. Marie-Anne de Bérú, Paris, Flammarion, [éd. or. *The Sleepwalkers: how Europe went to war in 1914*, London, Allan Lane, 2012].

COOX Alvin

& CONROY Hilary (eds.) 1978

China and Japan. Search for Balance since World War I, Santa Barbara, ABC Clio.

GAUCHET Marcel 1998

« Qu'est-ce que l'intégrisme? », *L'Histoire*, 224 : 32.

HACKETT Roger 1971

Yamagata Aritomo in the Rise of Modern Japan (1838-1922), Cambridge, Harvard University Press.

HATA Ikuhiko 秦郁彦 1972

Taiheiyō kokusai kankei-shi 1900-1935 太平洋国際関係史 (Histoire des relations internationales dans le Pacifique), Tokyo, Fukumura Shuppan 福村出版.

HOSOYA Chihiro 細谷千博 2005 [1955]

Shiberia shuppei no shiteki kenkyū シベリア出兵の史的研究 (Étude historique de l'expédition de Sibérie), Iwanami gendai bunko 岩波現代文庫, Tokyo, Iwanami shoten 岩波書店.

HOSOYA Chihiro 2010 [1982]

« Britain and the U.S in Japan's View of the International System 1919-1937 », in

Ian Nish (dir.), *Anglo-Japanese Alienation 1919-1952*, Cambridge, Cambridge University Press : 3-27.

ITÔ Takashi 伊藤隆

& AKITA George アキタ・ジョージ 1985

« Yamaga Aritomo to jinshu sensōron » 山県有朋と人種戦争論 (Yamagata Aritomo et l'idée de « guerre des races »), *Nihongaikō no kiki ninshiki* 日本外交の危機認識 (La perception et la gestion des crises dans la politique étrangère japonaise), Tokyo, Yamakawa shuppansha 山川出版社 : 95-113.

JANSEN Marius B. 1970 [1954]

The Japanese and Sun Yat-Sen, Stanford, Stanford University Press, [Cambridge, Harvard University Press].

KITAOKA Shin.ichi 北岡伸一 1978

Nihon rikugun no tairiku seisaku 1906-1918 日本陸軍の大陸政策 1906-1918 (L'armée japonaise et ses choix continentaux), Tokyo, Tōkyō daigaku shuppankai 東京大学出版会.

KITAOKA Shin.ichi 1985

« Nijūikka-jō saikō » 二十一カ条再考 (Repenser les Vingt-et-une demandes), in Kindai Nihon kenkyūkai 近代日本研究会 (éd.), *Nihon gaikō no kiki ninshiki* 日本外交の危機認識 (La perception et la gestion des crises dans la politique étrangère japonaise), Tokyo, Yamakawa shuppansha 山川出版社.

Maison franco-japonaise 2002

Dictionnaire historique du Japon, Paris, Maisonneuve & Larose.

MORI Arimasa 1976

« Le Shintō, religion naturelle des Japonais », in René Sieffert (dir.), *Encyclopédie permanente du Japon*, Paris, Publications Orientalistes de France, août-septembre 1976.

NAJITA Tetsuo 2013 [1967]

Hara Kei in the Politics of Compromise 1905-1915, Cambridge, Harvard University Press.

NARAOKA Sōchi 奈良岡聡智 2015

Taika nijūikka-jō yōkyū to wa nan datta no ka 対華二十一カ条要求とは何だったのか (Que furent les Vingt-et-une demandes à la Chine ?), Nagoya, Nagoya daigaku shuppankai 名古屋大学出版会.

NATHAN Andrew J. 1983

« A Constitutional Republic: the Peking Government, 1916-1928 », in John K. Fairbank (ed.), *The Cambridge History of China*, vol. 12, Cambridge, Cambridge University Press : 256-283.

OKA Yoshitake 岡義武 1992 [1969]

Tenkanki no Taishō 1914-1924 転換期の大正 1914年～1924年 (Taishō, époque charnière 1914-1924), Tokyo, Tōkyō daigaku shuppankai 東京大学出版会.

SIEMES Johannes 1968

Hermann Roesler and the Making of the Meiji State: an Examination of his Background and his Influence on the Founders of Modern Japan, Berlin, Duncker & Humblot.

SOUTOU Georges-Henri 2015

La grande illusion. Quand la France perdait la paix, 1911-1920, Paris, Éditions Tallandier.

USUI Katsumi 臼井勝美 1972

Nihon to Chūgoku. Taishōjidai 日本と中国一大正時代 (Le Japon et la Chine. L'époque Taishō), Tokyo, Hara shobō 原書房.

VIÉ Michel 1995

Le Japon et le monde au xx^e siècle, Paris, Masson.

VIÉ Michel 2011

« La Mandchourie et la "Question d'Extrême-Orient", 1880-1910 », *Cipango. Cahiers d'études japonaises*, 18 : 19-78.

YAMAMURO Shin.ichi 山室信一 2011

Fukugō sensō to sōryoku-sen no dansō. Nihon ni totte no daiichiji seikai taisen 複合戦争と総力戦の断層—日本にとっての第一次世界大戦 (Aspects de la guerre complexe et de la guerre totale. La Première Guerre mondiale pour le Japon), Tokyo, Jinbun shoin 人文書院.

YOUNG Ernest P. 1983

« Politics in the aftermath of revolution: the era of Yuan Shih-k'ai, 1912-1916 », in John K. Fairbank (ed.), *The Cambridge history of China*, vol. 12, Cambridge, Cambridge University Press : 208-255.